

## Attaque chimique en Syrie : pourquoi la bonne relation Macron Trump pourrait peut-être changer les choses



Le régime syrien est de nouveau soupçonné d'avoir utilisé des armes chimiques lors de raids à Douma, dans la Ghouta orientale.

Avec Henri de  
Loubressac

**Atlantico : Après la première utilisation de l'arme chimique contre le peuple syrien, en 2013 par Bachar al-Assad, François Hollande avait pressé son allié américain d'effectuer conjointement avec la France des raids aériens contre le régime syrien. Il avait finalement dû se résigner face au renoncement de Barack Obama. Aujourd'hui, Donald Trump semble-t-il près à participer à une telle opération, au vu de ses récentes déclarations ? Et si les États-Unis se refusent encore à intervenir, la France peut-elle envisager d'intervenir seule ?**

**Henri de Loubressac :** Je pense que, techniquement, ce serait quand même compliqué pour la France d'intervenir seule parce que depuis 2013, la situation sur le terrain a évolué dans le sens où les Russes ont déployé des systèmes antimissiles S-300 qui verrouillent le ciel syrien et les avions occidentaux qui volent au-dessus de ce ciel syrien doivent obtenir l'autorisation des Russes pour cela. En 2017, les États-Unis avaient frappé une base syrienne à la suite de l'utilisation de gaz à Khan Cheikhoun, dans le nord de la Syrie, mais ils avaient obtenu au préalable que les Russes n'utilisent pas leurs systèmes antimissiles. Donc il faudrait obtenir ce même type d'autorisation, ce qui paraît peut-être plus compliqué quand la demande vient de Paris que de Washington.

**De quels autres moyens disposerait Emmanuel Macron, sur les plans diplomatique, économique, par exemple, pour dissuader Bachar al-Assad, si cela est possible, d'effectuer de nouvelles attaques chimiques ?**

On a très peu de leviers aujourd'hui, puisque nous n'avons plus de relations diplomatiques avec la Syrie depuis 2011, les relations économiques sont au point mort. Il y a un levier, quand même, qui est le fait que la Syrie est complètement détruite aujourd'hui, donc demain, le régime aura besoin de l'aide occidentale pour reconstruire une économie, pour reconstruire le pays. Donc il y a un levier de négociation dans le déboursement ou pas de cette aide. Et puis, il y a aussi la relation privilégiée que Macron entretient avec Donald Trump, qui fait que si la France veut intervenir, je pense qu'elle trouvera une oreille plus attentive à Washington que lorsque c'était François Hollande qui demandait à Barack Obama.

**Après les frappes de dimanche dans la Ghouta orientale, les Américains ont publiquement accusé la Russie de porter la responsabilité de ces attaques. Peut-on imaginer que la France durcisse encore le ton**

---

## face à la Russie ? Avec quels leviers ?

L'ambiance internationale est quand même marquée par un durcissement très net vis-à-vis de la Russie. Et dans le domaine chimique, ces attaques interviennent à un mauvais moment, puisqu'il y a eu l'affaire Skripal (l'utilisation d'un gaz sur le sol européen, en Angleterre). Donc, là, on a un peu l'impression que les Russes, qui sont les soutiens du régime syrien, ont tenté, à peu près un an après Khan Cheikhoun, de tester la résolution des occidentaux. Sur les plans économiques et diplomatiques, les actions ont déjà été très largement prises, donc maintenant, il reste le volet militaire. Et il n'est pas impossible que cela débouche sur des frappes nouvelles.

Je pense qu'il ne faut pas oublier que fin janvier, les Russes ont testé les occidentaux à Deir Ezzor, quand ils ont lancé un pont sur l'Euphrate et ils ont tenté de conquérir un puits de pétrole qui était contrôlé par les forces démocratiques syriennes kurdes et arabes, qui sont soutenues par les occidentaux. Et à cette occasion-là, ils ont utilisé non-pas l'armée russe, mais des mercenaires. Et la réaction des Américains a été extrêmement brutale puisque près de 200 soldats russes sont morts. C'est peut-être une nouvelle tentative, pour les Russes, de faire bouger les lignes, mais ils risquent de se heurter à la même résolution des États-Unis, qui sur le terrain syrien, à la fois annoncent publiquement qu'ils veulent se retirer, et en même temps, sont quand même tentés de se maintenir et de montrer leur force pour peser sur l'avenir du pays.